Etats financiers annuels de SICAV

SICAV CROISSANCE

SICAV CROISSANCE publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **19 mars 2020**. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes DELTA CONSULT représenté par M. Said MALLEK.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2019

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

ACTIF	Note	31/12/2019	31/12/2018
Portefeuille-titres	4	10 595 216,153	9 800 082,855
Actions et droits rattachés		9 719 190,119	8 794 747,664
Obligations et valeurs assimilées		217 716,000	233 217,000
Titres OPCVM		658 310,034	772 118,191
Placements monétaires et disponibilités		3 608 311,553	5 827 842,113
Placements monétaires	5	3 607 647,046	5 827 367,331
Disponibilités		664,507	474,782
Créances d'exploitation	6	500 001,070	0,670
TOTAL ACTIF		14 703 528,776	15 627 925,638
PASSIF			
Autres créditeurs divers	7	17 744,983	18 101,244
TOTAL PASSIF		17 744,983	18 101,244
ACTIF NET			
Capital	8	14 150 127,467	15 153 638,175
Sommes distribuables			
Sommes distribuables des exercices antérieurs		9,396	28,933
Sommes distribuables de l'exercice		535 646,930	456 157,286
ACTIF NET		14 685 783,793	15 609 824,394
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		14 703 528,776	15 627 925,638

ETAT DE RESULTAT
(Montants exprimés en dinars tunisiens)

	Note	31/12/2019	31/12/2018
Revenus du portefeuille-titres	9	<u>416 786,494</u>	<u>358 452,256</u>
Dividendes		399 714,494	342 888,146
Revenus des obligations et valeurs assimilées		17 072,000	15 564,110
Revenus des placements monétaires	10	<u>265 704,796</u>	<u>253 374,812</u>
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		682 491,290	611 827,068
Charges de gestion des placements	11	(102 570,631)	(113 632,054)
REVENU NET DES PLACEMENTS		579 920,659	498 195,014
Autres charges	12	(34 616,840)	(36 531,537)
RESULTAT D'EXPLOITATION		545 303,819	461 663,477
Régularisation du résultat d'exploitation		(9 656,889)	(5 506,191)
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		535 646,930	456 157,286
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		9 656,889	5 506,191
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		(528 965,233)	(85 632,673)
Plus (ou moins) values réalisées sur cessions de titres		(1 257,298)	740 184,426
Frais de négociation de titres		(7 097,038)	(4 388,520)
RESULTAT DE L'EXERCICE		7 984,250	1 111 826,710

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

	31/12/2019	31/12/2018
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	7 984,250	1 111 826,710
Résultat d'exploitation	545 303,819	461 663,477
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	(528 965,233)	(85 632,673)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	(1 257,298)	740 184,426
Frais de négociation de titres	(7 097,038)	(4 388,520)
DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	(443 724,390)	(361 105,040)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	(488 300,461)	101 410,235
Souscriptions		
- Capital	2 789 606,616	4 500 924,450
- Régularisation des sommes non distribuables	(137 256,742)	205 915,815
- Régularisation des sommes distribuables	66 824,880	125 890,525
Rachats		
- Capital	(3 260 850,552)	(4 376 430,795)
- Régularisation des sommes non distribuables	142 309,539	(222 566,325)
- Régularisation des sommes distribuables	(88 934,202)	(132 323,435)
VARIATION DE L'ACTIF NET	(924 040,601)	852 131,905
ACTIF NET		
En début de l'exercice	15 609 824,394	14 757 692,489
En fin de l'exercice	14 685 783,793	15 609 824,394
NOMBRE D' ACTIONS		
En début de l'exercice	50 036	49 607
En fin de l'exercice	48 480	50 036
VALEUR LIQUIDATIVE	302,925	311,972
TAUX DE RENDEMENT	0,02%	7,32%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2019

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

SICAV CROISSANCE est une société d'investissement à capital variable mixte de type distribution régie par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 5 Juin 2000 à l'initiative de la Banque de Tunisie « BT » et a reçu l'agrément de Monsieur le Ministre des Finances en date du 29 Septembre 1994.

Elle a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, SICAV CROISSANCE bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

La gestion de la SICAV CROISSANCE est confiée à la société de Bourse de Tunisie « SBT », le dépositaire étant la Banque de Tunisie.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2019, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1-Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2- Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les placements en actions et valeurs assimilées sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31 décembre 2019 ou à la date antérieure la plus récente.

Les titres OPCVM sont évalués à leurs valeurs liquidatives au 31 décembre 2019.

3.3-Evaluation des placements en obligations & valeurs assimilées

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs assimilées sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- A la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- A la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire, et l'absence d'une courbe de taux pour les émissions obligataires, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31 Décembre 2019, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations de la société « SICAV CROISSANCE » figurant au bilan arrêté à la même date.

En conséquence, les placements en obligations sont évalués au coût amorti compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

3.4-Evaluation des autres placements

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.5-Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

Note 4 : Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2019 à D : 10.595.216,153 et se détaille ainsi :

désignation du titre	Nombre du titre	coût d'acquisition	Valeur au 31.12.2019	% Actif Net
Actions & droits rattachés		5 459 714,756	9 719 190,119	66,18%
Actions		5 459 708,998	9 719 178,419	66,18%
Actions BIAT	10 009	254 317,230	1 148 933,110	7,82%
Actions Placements de Tunisie	24 731	504 339,527	1 149 991,500	7,83%
Actions UIB	55 200	596 380,800	1 258 008,000	8,57%
Actions Monoprix	57 600	355 380,145	459 878,400	3,13%
Actions BH	26 600	195 256,089	317 364,600	2,16%
Actions BT	192 078	1 452 102,341	1 486 701,016	10,12%
Actions ATTIJARI BANK	31 801	285 117,111	1 049 369,399	7,15%
Actions Amen Bank	24 376	197 443,947	711 535,440	4,85%
Actions AIR Liquide	4 885	458 068,436	341 950,000	2,33%
Actions BTE	1 555	29 671,220	14 352,650	0,10%
Actions CIL	19 484	72 597,891	291 285,800	1,98%
Actions SPDIT SICAF	6 678	37 791,980	56 115,234	0,38%
Actions ATB	3 752	27 710,250	15 015,504	0,10%
Actions UBCI	997	39 071,271	29 910,000	0,20%
Actions Ennakl automobiles	8 258	88 360,600	98 377,554	0,67%
Actions Carthage cement	100 000	307 740,820	119 600,000	0,81%
Actions One Tech	3 715	24 147,500	51 523,335	0,35%
Actions S.F.B.T	53 903	401 436,430	1 027 337,277	7,00%
Actions ARTES	18 900	132 775,410	91 929,600	0,63%
Droits		5,758	11,700	0,00%
Actions BT CP 138	4	2,768	3,600	0,00%
Actions BT CP 141	7	2,990	6,300	0,00%
Actions BT CP 132	2	0,000	1,800	0,00%
Actions SICAV		642 006,790	658 310,034	4,48%
SICAV RENDEMENT	6 275	642 006,790	658 310,034	4,48%
Obligations des sociétés		208 000,000	217 716,000	1,48%
ATB 2007/1 TMM+2%	4 000	208 000,000	217 716,000	1,48%
TOTAL GENERAL		6 309 721,546	10 595 216,153	72,15%
Pourcentage par rapport au total des actifs				72,06%

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Portefeuille - titres", sont indiqués ci-après :

	<u>Coût</u> <u>d'acquisition</u>	<u>intérêts courus</u> <u>nets</u>	<u>Plus (moins)</u> <u>values latentes</u>	<u>Valeur</u> <u>au 31</u> <u>décembre</u>	<u>Plus (moins)</u> <u>values</u> <u>réalisées</u>
<u>Soldes au 31 décembre 2018</u>	4 986 122,015	9 216,992	4 804 743,848	9 800 082,855	
<u>Acquisitions de l'exercice</u>					
Actions	1 520 348,956			1 520 348,956	
Titres OPCVM	1 837 460,113			1 837 460,113	
<u>Remboursements et cessions de l'exercice</u>					
Actions	(68 192,024)			(68 192,024)	1 571,461
Annuités des obligations des sociétés	(16 000,000)			(16 000,000)	
Titres OPCVM	(1 950 017,514)			(1 950 017,514)	(2 828,759)
<u>Variation des plus ou moins value latentes sur titres</u>			(528 965,233)	(528 965,233)	
<u>Variation des intérêts courus sur obligations</u>			499,000	499,000	
<u>Soldes au 31 décembre 2019</u>	6 309 721,546	9 715,992	4 275 778,615	10 595 216,153	(1 257,298)

Note 5 : Placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2019 à D : 3.607.647,046 se détaillant comme suit :

Désignation du titre	Coût d'acquisition	Valeur actuelle	Durée	Tenu chez la BT sous le n°	% actif net
COMPTES A TERME	2 588 000,000	2 608 289,720			17,76%
Compte à terme au 01/01/2020 (3 mois au taux de 7,32%)	28 000,000	28 409,832	92	N° 001781	0,19%
Compte à terme au 01/01/2020 (3 mois au taux de 7,32%)	783 000,000	794 431,714	92	N° 001722	5,41%
Compte à terme au 03/01/2020 (3 mois au taux de 7,32%)	126 000,000	127 799,156	92	N° 082142	0,87%
Compte à terme au 03/01/2020 (3 mois au taux de 7,32%)	219 000,000	222 127,104	92	N° 082101	1,51%

Compte à terme au 03/01/2020 (3 mois au taux de 7,32%)	62 000,000	62 885,299	92	N° 081877	0,43%
Compte à terme au 04/01/2020 (3 mois au taux de 7,32%)	33 000,000	33 465,913	92	N° 081967	0,23%
Compte à terme au 05/01/2020 (3 mois au taux de 7,32%)	57 000,000	57 795,614	92	N° 081805	0,39%
Compte à terme au 05/01/2020 (3 mois au taux de 7,32%)	60 000,000	60 837,488	92	N° 081808	0,41%
Compte à terme au 15/03/2020 (3 mois au taux de 7,30%)	24 000,000	24 061,440	91	N° 081787	0,16%
Compte à terme au 15/03/2020 (3 mois au taux de 7,30%)	15 000,000	15 038,400	91	N° 081965	0,10%
Compte à terme au 28/03/2020 (3 mois au taux de 7,30%)	61 000,000	61 029,280	91	N° 081944	0,42%
Compte à terme au 28/03/2020 (3 mois au taux de 7,30%)	313 000,000	313 150,240	91	N° 001645	2,13%
Compte à terme au 29/03/2020 (3 mois au taux de 7,30%)	98 000,000	98 031,360	91	N° 001833	0,67%
Compte à terme au 29/03/2020 (3 mois au taux de 7,30%)	709 000,000	709 226,880	91	N° 001533	4,83%
CERTIFICATS DE DEPOTS	998 381,060	999 357,326			6,80%
Certificat de dépôt au 01/01/2020 (10 jours au taux de 7,30%)	499 190,530	499 923,724	10	Banque de Tunisie	3,40%
Certificat de dépôt au 07/01/2020 (10 jours au taux de 7,30%)	499 190,530	499 433,602	10	Banque de Tunisie	3,40%
TOTAL	3 586 381,060	3 607 647,046			24,57%
Pourcentage par rapport au total des actifs		24,54%			

Note 6 : Créances d'exploitation

Ce poste totalise au 31 décembre 2019 un montant de D : 500.001,070 contre D : 0,670 à la même date de l'exercice 2018, et se détaille ainsi :

	<u>31/12/2019</u>	<u>31/12/2018</u>
Certificat de dépôt échu à encaisser	500 000,000	-
Dividendes à encaisser	1,070	0,670
TOTAL	<u>500 001,070</u>	<u>0,670</u>

Note 7 : Autres créditeurs divers

Ce poste totalise au 31 décembre 2019 un montant de D : 17.744,983 contre D : 18.101,244 à la même date de l'exercice précédent, et se détaille ainsi :

	<u>31/12/2019</u>	<u>31/12/2018</u>
Redevance CMF	1 233,488	1 322,273
Etat, retenue à la source	3 830,816	4 145,263
Commissaire aux comptes	12 280,679	12 233,708
Rémunération PDG	400,000	400,000
TOTAL	<u>17 744,983</u>	<u>18 101,244</u>

Note 8 : Capital

Les mouvements sur le capital au cours de l'exercice se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2018

Montant	15 153 638,175
Nombre de titres	50 036
Nombre d'actionnaires	16

Souscriptions réalisées

Montant	2 789 606,616
Nombre de titres émis	9 211
Nombre d'actionnaires nouveaux	-

Rachats effectués

Montant	(3 260 850,552)
Nombre de titres rachetés	(10 767)
Nombre d'actionnaires sortants	(6)

Autres mouvements

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	(528 965,233)
Plus (ou moins) values réalisées sur cessions de titres	(1 257,298)
Frais de négociation de titres	(7 097,038)
Régularisation des sommes non distribuables	5 052,797

Capital au 31-12-2019

Montant	14 150 127,467
Nombre de titres	48 480
Nombre d'actionnaires	10

Note 9 : Revenus du portefeuille titres

Les revenus du portefeuille-titres totalisent au 31 décembre 2019 un montant de D : 416.786,494 contre un solde de D : 358.452,256 à la clôture de l'exercice précédent, et se détaillent comme suit :

	année 2019	année 2018
<u>Dividendes</u>		
- des actions	361 128,230	315 545,180
- des titres OPCVM	38 586,264	27 342,966
<u>Revenus des obligations et valeurs assimilées</u>		
- intérêts	17 072,000	15 564,110
TOTAL	416 786,494	358 452,256

Note 10 : Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à D : 265.704,796 contre D : 253.374,812 à la clôture de l'exercice précédent, et se détaille ainsi :

	année 2019	année 2018
Intérêts sur comptes à terme	155 067,738	122 673,990
Intérêts sur certificats de dépôt	110 637,058	130 700,822
TOTAL	265 704,796	253 374,812

Note 11 : Charges de gestion des placements

Les charges de gestion des placements s'élèvent au 31 décembre 2019 à D : 102.570,631 contre D : 113.632,054 à la clôture de l'exercice précédent et se détaillent ainsi :

	<u>31/12/2019</u>	<u>31/12/2018</u>
Commission de gestion	87 917,675	97 398,906
Rémunération du dépositaire	14 652,956	16 233,148
TOTAL	102 570,631	113 632,054

Note 12 : Autres charges

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2019 à D : 34.616,840 contre D : 36.531,537 pour la même date de l'exercice précédent et se détaille ainsi :

	<u>31/12/2019</u>	<u>31/12/2018</u>
Redevance CMF	14 652,956	16 233,148
Honoraires commissaire aux comptes	13 443,132	14 167,110
Rémunération du PDG	4 800,000	4 800,000
TCL	1 719,146	1 331,279
Autres	1,606	-
TOTAL	<u>34 616,840</u>	<u>36 531,537</u>

Note 13: Autres informations

13.1. Données par action et ratios pertinents

<u>Données par action</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Revenus des placements	14,078	12,228	10,412	10,155	9,482
Charges de gestion des placements	(2,116)	(2,271)	(1,970)	(1,902)	(1,902)
Revenus net des placements	<u>11,962</u>	<u>9,957</u>	<u>8,442</u>	<u>8,253</u>	<u>7,580</u>
Autres charges	(0,714)	(0,730)	(0,610)	(0,600)	(0,713)
Contribution conjoncturelle	-	-	(0,562)	-	-
Résultat d'exploitation (1)	<u>11,248</u>	<u>9,227</u>	<u>7,270</u>	<u>7,653</u>	<u>6,867</u>
Régularisation du résultat d'exploitation	(0,199)	(0,110)	0,028	(0,025)	(0,007)
Sommes distribuables de l'exercice	<u>11,049</u>	<u>9,117</u>	<u>7,298</u>	<u>7,629</u>	<u>6,860</u>
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	(10,911)	(1,711)	18,599	6,121	(12,892)
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	(0,026)	14,793	7,524	2,523	1,259
Frais de négociation de titres	(0,146)	(0,088)	(0,045)	(0,017)	(0,017)
Plus (ou moins) valeurs sur titres et frais de négociation (2)	<u>(11,083)</u>	<u>12,994</u>	<u>26,078</u>	<u>8,626</u>	<u>(11,650)</u>
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	<u>0,165</u>	<u>22,221</u>	<u>33,347</u>	<u>16,280</u>	<u>(4,783)</u>
Résultat non distribuable de l'exercice	<u>(11,083)</u>	<u>12,994</u>	<u>26,078</u>	<u>8,626</u>	<u>(11,650)</u>
Régularisation du résultat non distribuable	0,104	(0,333)	(0,015)	0,006	0,186
Sommes non distribuables de l'exercice	<u>(10,979)</u>	<u>12,661</u>	<u>26,062</u>	<u>8,632</u>	<u>(11,464)</u>
Distribution de dividendes	9,117	7,298	7,628	6,860	6,596
Valeur liquidative	302,925	311,972	297,492	271,760	262,360

Ratios de gestion des placements

Charges de gestion des placements / actif net moyen	0,69%	0,75%	0,69%	0,71%	0,71%
Autres charges / actif net moyen	0,23%	0,24%	0,21%	0,22%	0,27%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	3,59%	2,99%	2,56%	2,86%	2,56%

13.2 : Rémunération du gestionnaire et du dépositaire

La gestion de la SICAV CROISSANCE est confiée à la Société de Bourse de Tunisie " SBT".

Celle - ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et comptable de la société.

En contre partie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 0,6% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La Banque de Tunisie "BT", assure les fonctions de dépositaire des titres et de fonds, moyennant une rémunération de 0,1% TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2019**

I- RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers de la société «SICAV CROISSANCE», qui comprennent le bilan au 31 décembre 2019, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de D : 14.703.529, un actif net de D : 14.685.784 et un bénéfice de D : 7.984.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière et la variation de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Paragraphe d'observation

Les emplois en titres émis par la Banque de Tunisie représentent à la clôture de l'exercice 16,93% de l'actif net de la société se situant ainsi au-dessus du seuil de 10% fixé par l'article 29 du code des organismes de placement collectif.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe à la direction

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants

obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- RAPPORT RELATIF A D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis, le 17 février 2020

Le Commissaire aux Comptes :
DELTA CONSULT
Said MALLEK

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

En application des dispositions de l'article 200 et suivant et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de vous donner à travers le présent rapport toutes les indications relatives à la conclusion et à l'exécution de conventions régies par les dispositions précitées.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

Votre conseil d'administration réuni le 22 mars 2018 a reconduit Monsieur Walid JELIZI dans ses fonctions de Président Directeur Général.

Votre conseil d'administration réuni le 29 avril 2015 a décidé de lui accorder à ce titre, une indemnité mensuelle brute de 400 dinars. Ainsi, la charge supportée à ce titre, en 2019, s'élève à 4.800 dinars.

Par ailleurs et de notre côté, nous n'avons pas relevé, au cours de nos investigations, d'autres conventions entrant dans le cadre des dispositions des articles précités.

Tunis, le 17 février 2020

Le Commissaire aux Comptes :
DELTA CONSULT
Said MALLEK